
**Rapport de la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité du
30 novembre 2021**

Rapporteur : Johan MARTENS

M 124 – 21.10 POUR LA 1^{ÈRE} CARTE JUNIOR OFFERTE

Présentation du projet par la motionnaire (VERT.E.S) :

La Carte Junior, émise par les CFF, remplace, pour les enfants entre 6 et 16 ans leur ticket de transport, s'ils sont accompagnés de l'un de leurs parents, (inscrits sur la carte), pour tous les transports publics (train, bus, bateau) pendant une année à Genève et dans toute la Suisse.

Cette carte coûte le prix très attractif de CHF 30.00 par année.

La motion propose d'offrir la Carte Junior aux familles des Verniolans, dont un enfant a atteint son 6^e anniversaire, cette année-là uniquement, ceci pour faire connaître cette offre mal connue et ainsi promouvoir la mobilité douce par les transports publics (notamment le train).

Un commissaire (UDC) ne trouve pas opportun de l'offrir aux familles n'en faisant pas la demande. De plus, les enfants de 6 ans sont généralement scolarisés dans l'école la plus proche de leur domicile. Ils empruntent très peu les transports publics et l'achat de ticket à l'unité ne va pas impacter le budget des familles.

Pour cela un commissaire (SOC) propose d'amender la deuxième invite de la manière suivante : « offrir à chaque enfant, **dont les parents le demandent**, la Carte Junior pour son 6^e anniversaire ». Il suggère par ailleurs d'utiliser le Fonds de mobilité pour financer cette mesure. (Cet amendement s'avérera inutile, et sera retiré suite à la présentation de la Déléguée à la mobilité.)

Un commissaire (PLR) signale que la 3^e Carte Junior de chaque famille est offerte. Ainsi, avec 3 enfants une famille paiera CHF 60.00/an d'abonnement annuel pour les transports en commun de leurs enfants. Cette offre est très intéressante, même si l'enfant ne peut pas voyager seul. Plusieurs commissaires sont de cet avis.

Un commissaire (ALTERNATIVE) demande quel serait le nombre de cartes à offrir, et donc le coût de la mesure.

Pour un commissaire (SOC), la motion offre cette prestation uniquement aux enfants de Vernier âgés de 6 ans. En sachant le nombre d'enfants de cet âge, on a le budget, et si on l'octroie uniquement à ceux qui la demandent, le montant du budget dévolu devrait être modeste par rapport à l'impact de la motion. C'est une offre généreuse et pertinente en regard du transfert modal, et un bon moyen de faire découvrir cette prestation intéressante.

Pour M. BUSCHBECK, Maire, la motion s'inscrit dans une politique familiale. De nombreuses prestations sont gratuites pour les enfants en dessous de 6 ans, et cette proposition permet aux parents de découvrir une offre pour continuer à prendre les transports en commun à un tarif intéressant.

Présentation de Mme GUIBERT, Déléguée à la mobilité

La Carte Junior n'est pas encore disponible sur le SwissPass, les parents doivent se rendre à un guichet de gare munis des pièces d'identité de tous les bénéficiaires. (Pour obtenir la 3^e Carte gratuite, il est impératif de présenter au guichet les 2 autres Cartes Junior). Cette carte est valide partout où l'abonnement demi-tarif est valable en Suisse. (En cas d'oubli, un abonnement temporaire de CHF 5.00 peut être acheté dans les guichets des gares.)

Les ayants droit de la mesure voulue par la motion sont les enfants qui fêtent leur 6^e anniversaire pendant la période en cours.

Pour les modalités de distribution, il est prévu d'envoyer un tout-ménage contenant un bon de remboursement nominatif à toutes les familles qui auraient un enfant fêtant son 6^e anniversaire durant la période concernée. Une fois en possession du bon, le parent se rend à un guichet de gare pour acheter la Carte Junior, puis il doit se rendre au Guichet prestations de la Commune, muni de la Carte et des justificatifs, pour être remboursé du montant de la Carte Junior, soit CHF 30.00.

La Commune compte en moyenne 406 enfants qui fêtent leur 6^e anniversaire par année. Si 100% des enfants bénéficiaires de l'offre en profitaient, cela représenterait un budget de CHF 12'165.00. Comme la Délégation à la mobilité estime que seuls 50% des bénéficiaires l'utiliseront, le budget final de cette motion représenterait environ **CHF 6'082.50/an**.

Les modalités de cette action pourraient être présentées dans les flyers ciblés sur la desserte actuelle et future du quartier de l'Étang, dans l'article à paraître au mois de décembre dans le journal communal ActuVernier sur l'évolution de l'offre TPG, dans l'article à paraître au printemps dans le journal communal sur les actions UNIRESO Junior et Senior du Fonds de mobilité 2022, ainsi que sur le site internet de la Commune. Des publications Facebook et l'envoi d'un tout-ménage aux ayants droit sont également prévus.

Cette action peut être inscrite au Fonds communal pour la mobilité 2023, impliquant une validation de la mesure par la commission en août 2022.

En revanche, si les commissaires souhaitent mettre en œuvre cette action dès 2022, il faut prévoir un dépassement sur une ligne budgétaire qui a déjà été définie dans le cadre du Fonds de mobilité 2022. Il faudrait que ce dépassement soit validé par la commission.

Le budget du Fonds de mobilité 2022 est de CHF 487'000.00. Le dépassement envisagé représenterait moins de 1% du budget, donc tout à fait autorisé par les dépassements de crédits.

Un commissaire (PDC-VL) s'inquiète que le nombre d'enfants de 6 ans, annoncé par la Délégation à la mobilité, ne tient pas compte des enfants du quartier de l'Étang. De plus, la mise en œuvre de cette motion n'est pas urgente puisque la pandémie restreint les déplacements.

M. BUSCHBECK et un commissaire (VERT.E.S) estiment à 40 le nombre d'enfants supplémentaires.

Pour un commissaire (UDC) la commission de l'environnement a traité du Fonds de mobilité le 31 août 2021. Cette discussion devrait avoir lieu dans le cadre du Fonds de mobilité qui sera étudié le 30 août 2022.

Au contraire, des commissaires (SOC) estiment que la mise en œuvre de la motion n'est pas coûteuse. De plus, les restrictions de déplacement liées à la pandémie peuvent aussi avoir un impact sur le nombre de bénéficiaires. Dès lors, cette motion peut rapidement être mise en œuvre, le dépassement prévu n'étant pas très important et les moyens de communication étant en place. Cela permettra aussi de vérifier l'impact d'une telle action lors de l'analyse du Fonds de mobilité en 2022. Ils proposent aux commissaires d'accepter cette mise en œuvre rapide afin de mener ce projet pilote et d'évaluer sa pertinence au mois d'août 2022.

Deux possibilités s'offrent aux commissaires pour le vote :

- soit la commission se prononce sur un amendement demandant une mise en œuvre en 2022 ;
- soit la commission se prononce sur la motion telle quelle, et se détermine ensuite lors d'une discussion libre sur la date de sa mise en œuvre.

Un commissaire (ALTERNATIVE) n'est pas d'accord de faire passer cette motion en force vu que le budget du Fonds communal pour la mobilité a déjà été voté. Il préfère qu'elle soit mise en œuvre en 2023, car il n'y a pas d'urgence.

La Présidente (VERT.E.S) décide de passer au vote de la motion telle quelle puis, dans un deuxième temps, de sa mise en œuvre en 2022 ou en 2023.

Vote :

Acceptons-nous la motion M 124 – 21.10 Pour la 1^{ère} Carte Junior offerte ?

9 OUI (3 SOC, 2 VERT.E.S, 2 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR)
2 NON (1 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 1 UDC)

Acceptons-nous la mise en œuvre de la motion M 124 – 21.10 en 2022 ?

5 OUI (3 SOC, 2 VERT.E.S)
5 NON (1 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 2 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 UDC)
1 Abst. (1 PLR)

Comme aucune majorité ne se dégage, M. BUSCHBECK préconise de laisser le choix de la mise en œuvre au Conseil administratif, comme cela se passe pour les autres motions. À son avis, la commission devrait donc envoyer la motion au Conseil municipal, sans recommandation sur l'année.

Certains commissaires demandent quand même que la commission se prononce sur la mise en œuvre en 2023.

Acceptons-nous la mise en œuvre de la motion M 124 – 21.10 en 2023 ?

6 OUI (1 PDC-VERT'LIBÉRAUX, 2 MCG, 1 ALTERNATIVE, 1 PLR, 1 UDC)
5 Abst. (3 SOC, 2 VERT.E.S)

La Présidente (VERT.E.S) souhaite que la question de la temporalité soit clairement expliquée lors de la séance plénière.